

samedi, 31 janvier 2015 02:11

## La démocratie US en Ukraine vise à dominer le « Grand Moyen-Orient »

IRIB-Alors que les ambitions impérialistes de Poutine en Ukraine sont claires pour tous, on s'intéresse beaucoup moins à la stratégie des Etats-Unis, qui vise à déstabiliser l'influence russe et à cimenter leur domination en Eurasie et au Moyen-Orient



*A trois jours du referendum sur le rattachement de la Crimée, le Président Obama reçoit sa marionnette Arseni Iatseniouk à Washington, en mars [2014](#)*

La décision russe de [cesser](#) l'envoi de gaz à l'Europe via l'Ukraine est le dernier d'une série de coups et de contre-coups géopolitiques qui détricotent le semblant de détente dans l'Ere post-guerre froide.

Lors d'une réunion sur le 11 septembre qui s'est tenue l'an dernier entre le Secrétaire d'état US John Kerry et le roi Abdallah d'Arabie saoudite, les deux gouvernements auraient décidé d'unir leurs forces pour lancer une [guerre](#) de l'énergie en amenant l'Arabie saoudite à vendre son pétrole sous le prix du marché. L'idée était d'abord d'éliminer de la compétition pour l'exportation de pétrole des rivaux comme la Russie, l'Iran, la Syrie et le Vénézuéla, puis de réduire leur poids économique et donc géopolitique sur la scène internationale. Le mécanisme était le [prix](#) du pétrole.

Mais cette politique peut avoir été négociée beaucoup plus tôt. En mars de cette même année, le Président Obama avait rencontré le roi Abdallah à Riyad pour conclure un accord sur une série de questions stratégiques. A cette époque certains analystes ont dit qu'Obama tenterait sans doute d'encourager les Saoudiens à utiliser le levier du pétrole pour faire pression sur la Russie. Les Russes eux-mêmes [prédisaient](#) la stratégie, avec cette une de la Pravda, en avril : « Obama veut que l'Arabie saoudite détruise l'économie russe ».

La politique actuelle de forte production à bas prix, en dépit des protestations des autres puissances pétrolières de l'OPEC, n'est sans doute pas une simple politique saoudienne mais une stratégie conjointe US-Arabie saoudite pour saturer les marchés pétroliers, faire baisser les prix du pétrole et réduire ainsi les revenus de « l'axe » des acteurs géopolitiques sous tutelle russe. L'Arabie est le seul pays ayant un poids économique et des capacités de production suffisants pour le faire, et résister au manque à gagner résultant de la forte baisse des prix du pétrole.

### Une stratégie provisoire ?

La presse en général avait prétendu à tort que le principal souci de l'Arabie était l'industrie du gaz de schiste américain, dont l'afflux fulgurant et les ambitions exportatrices menacent de saper l'hégémonie saoudienne sur l'ensemble des marchés pétroliers. Alors que les bas prix du pétrole ont déjà frappé l'industrie US du gaz de schiste en réduisant sa rentabilité – les coûts d'investissement et de production sont trop relatifs à de tels prix – reste la question de savoir pourquoi le gouvernement US a accepté la stratégie saoudienne.

Cela ne peut signifier qu'une seule chose : la stratégie actuelle est censée être temporaire et l'administration Obama croit que lorsqu'elle aura rempli ses objectifs, il ne sera pas trop tard pour l'industrie du gaz de schiste. C'est ce qu'on dit les autorités étatsuniennes, non sans une certaine jubilation.

Quels sont donc ces objectifs ? La rivalité USA-Russie à propos de l'Ukraine n'a rien de nouveau. Depuis la fin de la guerre froide, les Etats-Unis ont adopté une stratégie d'expansion et d'empiètement sur la Russie en faisant proliférer ses bases militaires dans les Balkans, en Asie Centrale et en Europe de l'Est, et en ouvrant ces régions aux investisseurs américains et européens. L'Ukraine joue un rôle particulièrement important dans cette nouvelle guerre froide en tant que pivot géopolitique dont le contrôle peut avoir des conséquences de grande ampleur pour l'ordre mondial.

En avril 2004, le Ministre britannique de la Défense publiait un rapport sur la nécessité pour les Occidentaux de « clarifier leur pensée et leur stratégie sur l'Ukraine », particulièrement en termes de soutien et finalement d'intégration des pays à l'est de la nouvelle frontière ».

L'auteur de ce rapport intitulé « **Stratégie pour intégrer l'Ukraine à l'Occident** », est feu Ronald D. Asmus - ancien vice secrétaire d'état aux Affaires européennes au Département d'état US, qui a joué un rôle important dans l'[élargissement](#) de l'OTAN.

Asmus argumentait que « une raison importante pour laquelle l'Ukraine est tellement importante stratégiquement a trait au Grand Moyen-Orient ».

Pour parer aux menaces à la sécurité transatlantique, écrivit Rasmus, l'Occident doit « soutenir la Turquie, l'Ukraine et la région de la Mer Noire en tant que parties de notre communauté et en tant que plate-forme pour diffuser de la stabilité et de l'influence plus à l'est et au sud. Au lieu de considérer cette région comme périphérie extrême-orientale de l'Occident actuel, nous devons y penser comme à notre axe stratégique, comme des pivots de l'alliance occidentale, afin de pouvoir projeter influence et pouvoir dans le Grand Moyen-Orient ».

### Changement de régime en Russie

L'autre objectif est de couper court aux ambitions potentielles de la Russie d'étendre son influence régionale. Une Ukraine démocratisée et soutenue est « un bon encouragement et une garantie » contre une Russie succombant à « la tentation impériale dans ses relations avec l'Europe et l'Occident ». Alors que ceci semble encore raisonnable, la vision à long terme d'Asmus l'était moins, semblant refléter la vieille vision du Département d'état, à savoir que l'objectif final est un changement de régime en Russie :

« Quand je travaillais au Département d'état ans les années '90, je disais souvent à mon équipe que nous devons réfléchir à une politique planifiée dans un cadre de 10, 25 et 50 ans. Cela reflétait ma

vision que l'Occident devrait être considéré comme ayant échoué si nous ne pouvions pas soutenir et intégrer l'Europe centrale et orientale dans la décennie suivant sa libération du communisme. Le plan de 25 ans se référait à la tâche plus longue d'intégrer l'Ukraine et le repère du demi-siècle était pour la Russie ».

Les recommandations d'action suivantes d'Asmus n'étaient pas loin d'un appel aux armes : « ... nous devons combattre et gagner la bataille intellectuelle et politique pour une nouvelle définition d'une Europe élargie qui inclue l'Ukraine. Et l'Ukraine devra nous aider à remporter cette bataille par ses actions et ses performances. De mon point de vue, cette vision élargie devrait également inclure la Turquie et prévoir une place pour le Sud-Caucase lui aussi ».

L'exécution de cette stratégie pour l'expansionnisme de l'OTAN dans toute l'Europe requiert « le soutien actif et le leadership éclairé des Etats-Unis », plaidait Asmus, qui assurait que le rôle des USA pour réussir à amener les républiques d'Asie centrale dans le giron de l'alliance euro-atlantique prouvait sa viabilité. « Washington peut utiliser ses muscles politiques ainsi que des niveaux bien plus petits d'assistance et n'en être pas moins une force et un catalyseur importants pour pousser à une réforme interne pro-démocratique », ajoutait-il. « Et les ONG américaines et d'autres groupes privés peuvent également jouer un rôle-clé dans l'aide à l'Ukraine ».



*"Démocrates" ukrainiens en plein affrontement avec la police à Kiev*

Bien sûr, des problèmes humains massifs, un déficit démocratique et une corruption endémique dans les régimes pro-US de l'Asie centrale, tout cela soulève la question de savoir dans quelle mesure la « démocratie » est centrale que cela pour ces ambitions régionales des Etats-Unis.

Le rapport Asmus a été publié par le Centre de recherches et d'études sur les conflits du think-tank interne du Ministère de la Défense britannique, la Defence Academy, dévoilant le rôle central de la Grande-Bretagne dans ce qui est en fin de compte une stratégie américaine. Il révèle que loin d'être une simple réaction à un impérialisme russe, les ambitions de USA pour la région ont été interventionnistes dès le début, visant à déployer tout un éventail de pressions diplomatiques, politiques, économiques et autres afin de faire passer l'Ukraine hors de l'influence russe et dans l'orbite de l'OTAN.

## « Promouvoir la démocratie »

L'impératif d'une « promotion de la démocratie » dans ces états post-soviétiques est plus de l'ordre de l'image de marque publique que de la réalité. Dans son étude majeure sur la politique des Etats-Unis dans la région après la guerre froide, intitulée « [Branding Democracy : US Regime-Change in Post-Soviet Eastern Europe](#) » (Une image de marque pour la démocratie : le changement de régime étatsunien dans l'Europe de l'est post-soviétique), le Professeur Gerald Sussman de l'Université d'Etat de Portland (PSU) avance que les Etats-Unis « ont activement encouragé et aidé à coordonner la déstabilisation et les mobilisations de rue dans la région ». Ces efforts ont fini par renverser « Edouard Chevardnadze en Géorgie et par invalider l'élection de Victor Ianoukovitch en Ukraine. »

Cela ne veut pas dire que les mouvements sociaux et les rebellions populaires n'étaient pas vraies ou n'avaient pas de revendications légitimes.

Le problème, pour le Professeur Sussman c'est que : « L'intervention électorale étrangère a aidé à fomenter leur remplacement par des politiciens pro-occidentaux qui, au nom de la démocratie, étaient censés entreprendre des « réformes » en concertation avec le gouvernement et les intérêts commerciaux des Etats-Unis, de l'Union européenne, de l'OMC et de l'OTAN ».

L'année même où Asmus publiait son rapport avec le Ministère de la Défense britannique, son administration donnait 65 millions de dollars d'aide pour aider les dirigeants de l'opposition et les activistes politiques ukrainiens dans leur « pratique de la démocratie ». Une partie de ces fonds a servi à payer Victor Iouchtchenko, alors leader de l'opposition, pour qu'il rencontre des dirigeants US, et ont aidé à garantir des sondages de sortie des urnes indiquant qu'il aurait remporté les élections contestées [de 2004] .

Sous Obama, ce genre d'assistance secrète s'est accélérée d'une manière qui ferait rougir Bush. Dans un discours prononcé au Club national de la presse à Washington D.C. en décembre 2013, alors que les affrontements sur la place Maidan ne faisaient que croître en Ukraine, Victoria Nuland, sous-secrétaire d'Etat pour l'Europe, confirmait que les Etats-Unis avaient investi « plus de 5 milliards de dollars » pour « assurer que l'Ukraine soit sûre et prospère et démocratique » ; elle poursuivait en félicitant le mouvement Euromaidan.

S'il est vrai que la Russie est belliqueuse et soutient un autoritarisme corrompu en Ukraine, ce qui est tout aussi vrai c'est le soutien éhonté de l'Occident à la nouvelle junte fascisante de Kiev, avec ses milices de néo-nazis, actuellement assistée par des militaires US et des « conseillers » de la CIA et du FBI opérant apparemment sous couvert du directeur de la CIA, John Brennan. Une telle collaboration ne devrait pas nous surprendre. Les Etats-Unis ont une longue et sordide histoire d'interventions secrètes en Ukraine via des factions ultra-nationalistes, nazies ou néo-nazies, dont beaucoup ont été réhabilitées par les précédents « démocrates » ukrainiens corrompus qu'a favorisés le Département d'état.

Pas étonnant donc que le régime de Kiev soutenu par les Etats-Unis, avec le Premier [ministre](#) au goût du jour sous Victoria Nuland, [Arseni Iatseniouk](#) (décrit par Nuland comme « le gars qui a l'expérience de l'économie » - c'est un ex-banquier), soit en train de commettre des crimes de guerre en toute impunité, d'après [Human Rights Watch](#) : bombardements sans discrimination de zones peuplées dans l'est de l'Ukraine, avec missiles Grad et bombes à fragmentation. Les rebelles soutenus par les Russes ne sont guère plus innocents, ils ont une juste part de brutalités à leur actif.

Comme d'habitude les civils des deux côtés sont les principales victimes de cette guerre par procuration USA-Russie pour le pouvoir et le profit.

\* **Nafeez Ahmed**

